

## Entente Canada – Royaume-Uni

Le ministre d'État aux Affaires urbaines, M. Barney Danson, a entrepris le 3 avril un voyage de 10 jours en Europe au cours duquel il a signé un mémoire d'entente avec le Gouvernement du Royaume-Uni. De plus, M. Danson a visité un certain nombre de villes européennes et s'est entretenu avec ses hôtes de la gestion de la croissance urbaine, de l'implantation de villes nouvelles, de transport rapide et des préparatifs de "Habitat: Conférence des Nations Unies sur les établissements humains" qui se déroulera à Vancouver en 1976.

La tournée européenne de M. Danson fut marquée par la signature d'un mémoire d'entente entre le Royaume-Uni et le Canada sur l'établissement de mécanismes de coopération et de consultation en matière d'environnement urbain.

L'entente, signée le 11 avril à Londres par M. Danson et le ministre de l'Environnement du Royaume-Uni, M. Anthony Crosland, sera valide pour une période de trois ans.

Les discussions auxquelles a participé le ministre Danson sont les premières rencontres officielles entre les représentants du Gouvernement canadien et leurs homologues européens. Selon le ministre Danson, "ces rencontres permettront de partager pour la première fois l'expérience canadienne, acquise au cours de notre très courte mais très dynamique histoire, et de la comparer avec la longue expérience des villes européennes".

M. Danson a visité notamment Paris, La Haye, Amsterdam, Stockholm et Londres.

A Paris, le ministre canadien des Affaires urbaines a rencontré le ministre français de l'Équipement, M. Robert Galley. Ils ont discuté des possibilités d'élaborer une entente similaire à celle signée à Londres sur la coopération et l'échange d'informations.

Aux Pays Bas, M. Danson a visité les villes de La Haye et d'Amsterdam. Cette dernière célèbre cette année son 700<sup>e</sup> anniversaire. Amsterdam est jumelée internationalement à la ville de Toronto, où se situe la circonscription électorale de M. Danson.

En Suède, pays au climat similaire à celui du Canada, M. Danson a étudié les modes de construction et d'aména-

gement des villes nouvelles dans les régions nordiques. La question du transport rapide fut d'intérêt puisque 70% de la population de Stockholm utilise les services de transport en commun.

## Le ministre de l'Environnement à Washington

A l'invitation du Gouvernement américain, Madame Jeanne Sauvé, ministre de l'Environnement du Canada, est passée à Washington, les 26 et 27 mars, pour y rencontrer MM. Russell Train, directeur de l'Agence de protection de l'environnement, Russell Peterson, président du Conseil de la qualité de l'environnement, Christian Herter, sous-secrétaire d'État adjoint et chargé des affaires environnementales et démographiques et Richard Vine, sous-secrétaire d'État adjoint, affaires canadiennes.

Les entretiens ont touché une grande variété de sujets dont la comparaison des politiques environnementales des deux pays à la lumière de la situation économique et énergétique actuelle, les activités environnementales de divers organismes internationaux, par exemple le comité de l'OTAN sur les Défis de la société moderne, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Conseil économique pour l'Europe et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques. Certaines préoccupations communes aux deux pays ont également été soulevées.

Signature d'un accord Canada/É.-U. Le point saillant de la visite a été la signature d'un accord entre les deux pays concernant l'échange d'information, les préavis et la consultation en marge des entreprises de modification du temps. Bien que les méthodes de la modification du climat soient encore rudimentaires, le Canada et les États-Unis conviennent qu'il faut dès maintenant prendre des mesures de coopération. Ce principe a été incorporé à l'entente. Les techniques de modification du temps ont déjà servi à faire tomber la pluie, à atténuer la sécheresse, à éteindre les incendies de forêt et à empêcher la grêle.

Madame Sauvé, M. Train et M. Peterson se sont entendus sur un point: les préoccupations des deux pays pour les sources d'énergie ne devraient pas entrer en conflit avec les impératifs de la

bonne gestion de l'environnement. Le public commence à comprendre que nos ressources renouvelables ne sont pas illimitées; ceci nous encourage à perfectionner les techniques de conservation.

## Collaboration nécessaire

Le régime d'évaluation des impacts environnementaux d'un pays peut avoir des répercussions dans le pays voisin. Il y aura donc rencontre entre représentants compétents du Canada et des États-Unis afin d'établir des lignes directrices régissant les évaluations de nature transfrontalière.

Voici quelques sujets d'intérêt commun qui ont figuré à l'ordre du jour: le projet d'irrigation et de dérivation Garrison, dans le Dakota-Nord; le projet d'aménagement hydro-électrique et minier de la Saskatchewan Power Corporation, sur la rivière Poplar; l'application de l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands lacs; les mesures coopératives d'assainissement de l'air dans la région Détroit-Windsor et Sarnia-Port Huron; la qualité de l'eau de la rivière St-Jean et du lac Memphrémagog; le projet des lacs Dickey-Lincoln School; la régularisation du bassin Richelieu-Champlain et enfin la nécessité de protéger le milieu marin des dommages causés par les déversements de pétrole dans certaines eaux côtières.

## Voyages Canada – autres pays

Les statistiques préliminaires pour février indiquaient que 1.4 million de visiteurs des États-Unis sont entrés au Canada, une baisse de 1.8% par rapport à février 1974. Le nombre des résidents canadiens, de retour des É.-U., a augmenté de 9.3% pour atteindre 1.8 million. Les visiteurs entrant au Canada en provenance de pays autres que les É.-U. ont augmenté de 15.7% pour toucher 34,800. Le nombre des résidents canadiens rentrant d'outre-mer a atteint 122,500, une hausse de 14.4% par rapport à 1974.

Les mises en chantier au cours du mois de mars se sont chiffrées par un taux annuel désaisonnalisé de 138,000 pour toutes les régions du Canada, selon les chiffres préliminaires publiés récemment par la Société centrale d'hypothèques et de logement.